

**Dossier de presse**

**Rapport**

**« Villes-campagnes : pour une cohésion des territoires de la République »**

**sous la direction de Quentin Jagorel**

**Contact presse : Yann COULEAU – 06 62 48 68 16**

* Octobre 2018 -

Démocratie Vivante ( <https://www.democratie-vivante.fr/> ) publie ce **mercredi 24 octobre 2018**, un ouvrage consacré à la question de la cohésion des territoires.

L’ouvrage est disponible en version numérique sur le site de Démocratie Vivante (<https://www.democratie-vivante.fr/22/10/2018/democratie-vivante-publie-livre-cohesion-territoires/>), et sera disponible en librairie et sur commande via les principales plateformes dédiées (Amazon, Google Livres, Fnac, Décintre, etc.) **mi-novembre 2018** (167 p. ; 10 euros).

Cet ouvrage n’a pas vocation à embrasser toute la problématique des fractures territoriales en France. Il est plutôt conçu comme **une somme d’apports théoriques et pratiques susceptibles d’alimenter un débat souvent brouillé par des idées reçues et des raccourcis idéologiques**.

On ne compte plus, dans le débat public, les contributions sur l’avenir – *le plus souvent présenté comme forcément sombre !* - des campagnes, des quartiers, des villes petites et moyennes. La plupart de ces travaux abordent la complexité des dynamiques territoriales de façon binaire : déclin des périphéries, renforcement progressif des centres métropolitains. Si cette réalité ne peut être niée, il semble urgent d’aller plus loin et de **réfléchir ensemble aux moyens de lutter contre ce qui éloigne les différents espaces de la République**.

Le présent recueil regroupe des analyses d’universitaires, élus, activistes qui s’attachent à appréhender la question de la relation « ville-campagne », et plus précisément de la relation « métropoles-villes moyennes-ruralités », dans une démarche actualisée et positive. **Comment faire en sorte que tous nos concitoyens, des villes ou des champs, regardent dans la même direction ?**

Dans une première partie, plusieurs textes dressent le tableau des dynamiques territoriales actuelles, notamment dans la nouvelle configuration intercommunale issue de la loi NOTRe et avec le repeuplement progressif des ruralités.

Dans une seconde partie, les contributeurs s’attachent à promouvoir un changement d’approche des fractures territoriales françaises. Favoriser l’accès au droit commun plutôt que déployer des régimes d’exception, sortir d’une vision passéiste des campagnes, saisir les opportunités qu’offre le principe de réciprocité, changer d’optique sur la question de la revitalisation des villes moyennes et sur celle du développement des territoires non métropolitains.

Enfin, l’ouvrage détaille des pistes d’action concrètes (nouvelles ou à généraliser) pour améliorer les liens entre territoires : contrats de réciprocité, pacte de citoyenneté inter-territoriale, tiers-lieux, écosystèmes numériques, etc.

Espérons que cette réflexion en appelle beaucoup d’autres. La question territoriale dans le siècle qui s’ouvre revêt sans doute, pour la France, un enjeu vital de cohésion nationale.

Quentin Jagorel

**Plan du rapport et contributeurs**

**Propos liminaires**

* **Alain Rousset, président du conseil régional de Nouvelle-Aquitaine**, présente la région comme échelon à privilégier pour enrayer la spirale de la déprise des territoires, redynamiser le tissu territorial et répondre à la recherche de cadres de vie, reposant sur la mobilité, des services et l’emploi ;
* **Jean Dumonteil, journaliste, directeur de la *Lettre du secteur public*, secrétaire général du *Global Local Forum*,** souligne que - contrats de réciprocité, alliance des territoires, inter-territorialité - les discours politiques s’enrichissent de nouvelles expressions pour illustrer la solidarité entre territoires urbains et ruraux. Il reste encore, selon lui, à passer aux actes.

**PARTIE I : Villes-campagnes, les grandes dynamiques territoriales à l’œuvre aujourd’hui**

* **Daniel Behar, géographe, professeur à l'Ecole d'urbanisme de Paris, consultant à la coopérative ACADIE**, constate depuis la loi NOTRe une intégration institutionnelle des territoires urbains et ruraux dans les mêmes structures intercommunales, ce qui n’est pas sans poser la question de l’avenir de l’intercommunalité ;
* **Pascal Chevalier, professeur des universités en géographie, UMR ART-Dev, à l’université Montpellier 3 et Marc Dedeire, professeur des universités en aménagement, UMR ART-Dev, à l’université Montpellier 3,** décryptent les dynamiques démographiques à l’œuvre aujourd’hui dans les territoires ruraux et pointent notamment le phénomène de renaissance rurale ;
* **Jérémie Brun, doctorant en économie, AgroSup Dijon,** revient sur les complémentarités entre les espaces métropolitains et leurs périphéries, notamment du fait de la combinaison économique entre sphère économique et sphère résidentielle, le rural ou la petite ville offrant un cadre de vie recherché ;
* **Bertrand Coly, conseiller au CESE,** revient sur les conclusions de son rapport publié en 2017 sur la place des jeunes en territoire rural.

**PARTIE II : La nécessité d’un changement d’approche de la relation villes-campagnes**

* **Gwénaël Doré, consultant, enseignant à l'EM Management de Caen et chercheur associé à l'UMR SAD-APT (Equipe Proximités),** explique quela « France périphérique » est non seulement un espace résidentiel mais aussi un espace à potentiel économique : productif sur le plan de l’alimentation, de l'approvisionnement en énergie et en eau, en matériaux de construction et en industrie ;
* **Vanik Berbérian, président de l’Association des maires ruraux de France (amrf)***,* appelle à un changement de regard sur la ruralité et plaide pour une introduction dans la Constitution de la notion d’espace territorial ;
* **Olivier Dussopt, secrétaire d’Etat auprès du ministre chargé de l’Action et des Comptes publics, président de l’association des petites villes de France, ex-député de l’Ardèche et maire d’Annonay,** expose dans un entretien sa vision de la cohésion des territoires, passant non pas par la pérennisation de régimes d’exception mais par un travail sur l’accès de tous aux conditions de droit commun ;
* **Thomas Janicot et Quentin Jagorel, hauts fonctionnaires,** appellent à un changement de regard sur l’espace rural qui ne peut notamment pas être réduit à la seule problématique agricole ;
* **David Djaïz, haut fonctionnaire et Achille Warnant, doctorant à l’EHESS, responsables du cycle « Villes moyennes » de la Fondation Jean-Jaurès,** défendent face à la déprise des villes moyennes une conception qui, au-delà de la binarité du concept de France périphérique, pense l’« État stratège » qui n’est ni l’État aménageur tout puissant de la Datar ni l’État abstentionniste de la théorie du « ruissellement territorial » ;
* **Martin Vanier, géographe, professeur à l'École d'urbanisme de Paris (université Paris-Est),** plaide pour le principe de réciprocité comme moyen de l’anti-fracture entre territoires ;
* **Vincent Pacini, chercheur, entrepreneur, consultant,** appelle à changer de focale sur la question territoriale, à considérer l’espace dans une économie de flux et à conforter des modèles de développement qui hybrident la spécificité fonctionnelle des territoires (productif, récréatif, écologique notamment).

**Partie III : pistes concrètes pour enclencher une convergence des territoires urbains et ruraux**

* **Jean-Pierre Jambes, université de Pau & Pays Adour / E2 UPPA, fondateur de Numericus Le Lab** préconise, afin de réussir la transition numérique dans les territoires, de suivre un modèle davantage pensé en mode écosystémique dans lequel les politiques numériques constituent l’une des ressources territoriales à mobiliser, avec d’autres, à partir d’objectifs clairement identifiés ;
* **Jean-Baptiste Moreau, député LREM de la Creuse**, illustre les réponses qu’il est possible d’apporter aux problématiques de l’hyper-ruralité grâce à l’exemple creusois ;
* **Philippe Wahl, président directeur général de la Poste***,* expose la stratégie de la Poste dans les territoires, face au recul de ses missions traditionnelles. Avec son maillage unique, la Poste est la mieux placée pour répondre à l’immense demande de présence et de services auprès des personnes âgées, partout sur le territoire, et de maintien d’un réseau physique d’accès aux services publics pour toutes les populations qui ne sont pas familières d’internet ;
* **Baceiredo Lauren, doctorante CIFRE chez Relais d’Entreprises et LISST-CIEU,** revient sur l’opportunité que représente les tiers-lieux (espaces de travail partagé) pour la revitalisation des centres-bourgs dans les territoires de faible densité ;
* **Martial Bourquin, sénateur PS du Doubs**, présente la démarche qui a présidé à sa proposition de loi « pacte national pour la revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs » en 2018 ;
* **Raymond Vall, sénateur PRG du Gers,** appelle à généraliser les contrats de réciprocité entre les métropoles et leurs périphéries ;
* **Cécile Evita, membre du collectif Réponses citoyennes,** plaide pour la mise en place d’outils favorisant la citoyenneté inter-territoriale.